

# Le grand débat national

## Compte rendu du Grand Débat National intercommunal (Cailloux-sur-Fontaines, Fontaines-Saint-Martin, Fontaines-sur-Saône, Rochetaillée-sur-Saône) du 6 mars 2019

---

Le débat a été organisé en intercommunalité par les maires de Cailloux-sur-Fontaines, Fontaines-Saint-Martin, Fontaines-sur-Saône et Rochetaillée-sur-Saône.

Le débat a été ouvert : les quatre thèmes proposés par le gouvernement ont servi de fils directeurs, mais tout autre sujet national pouvait être abordé.

**1ère Intervention** - Il a été évoqué le problème des loyers. Les gilets jaunes se plaignent du montant des loyers alors qu'ils ne touchent que 900 euros. Il est demandé de baisser tous les loyers de 15% pour augmenter le pouvoir d'achat aussi bien chez les bailleurs privés ou publics. Par ailleurs, ils devraient être obligés par l'Etat à réparer les logements insalubres. Sinon, il y aurait saisie des appartements par l'Etat qui se chargerait alors des travaux.

**2ème intervention** - Il a été évoqué le thème du Quotient Familial. Pour tous ceux qui ne payent pas d'impôts, le QF ne sert à rien. Il faudrait alors moins d'impôts et plus de services. Pourquoi ne pas reverser directement le montant aux personnes qui en ont besoin ? Proposition : suppression du Quotient Familial.

**3ème intervention** - Transport collectif : il est proposé que, avant tout aménagement, on fasse le prévisionnel des besoins pour servir les zones en construction. Prévisibilité des transports en commun pour les particuliers et les entreprises, les personnes et les marchandises avant les constructions. Les liaisons ferroviaires ne sont pas du tout opérationnelles entre Lyon Grenoble, Lyon Saint Etienne.

**4ème intervention** - On nous demande de passer du diesel à l'essence. Mais quand on passe à l'essence, il y a un gros malus sur la carte grise. On est fortement pénalisé, donc il faut que l'Etat supprime ce malus.

**5ème intervention** - Dans le cadre des économies, il faut réduire les dépenses publiques : les charges des Présidents de la République à la retraite qui sont estimés à 3 millions d'euros, réduire les salaires des hauts fonctionnaires, baisser des trains de vie et supprimer les privilèges. Il faut aussi dégraisser le Sénat et réduire la rémunération des députés.

**6ème intervention** - Il est ajouté que les dépenses publiques de l'Elysée bénéficient au travail d'artisans et salariés qui ont un savoir-faire français unique.

**7ème intervention** - Le train de vie de nos élus doit être un modèle, d'autres élus comme les suédois ont un autre train de vie.

**8ème intervention**- Nouvelle intervention sur le transport et l'accès aux zones artisanales d'activités où il est impossible de se déplacer en transports en commun. Pour les familles et les jeunes, il faudrait qu'on les consulte sur leurs besoins de transports. De plus, les financements de véhicules électriques doivent s'adresser aussi aux revenus intermédiaires. De même pour le quotient familial, les moyens revenus ne bénéficient pas suffisamment d'aides de l'Etat. Il faudrait plus d'égalité et de fraternité en la matière.

**9ème intervention** - Sur les transports, on ferme une poste dans un village alors qu'il n'y a pas de transport pour aller aux autres postes comment faire ? C'est ennuyeux pour les personnes qui n'ont pas de véhicule. Les anciens 1ers ministres et présidents ne devraient garder qu'une seule retraite et non pas avoir un cumul des retraites payé par l'état. Et peut-être garder les 25 meilleures années pour calculer leur retraite.

**10ème intervention** - L'intervention des gilets jaunes est remerciée, ce qui a permis la mise en place des grands débats. Il est souhaité une récupération de la CSG pour les petites retraites. Il est évoqué aussi le besoin de faire des économies pour l'Etat : suppression des députés pour qu'il n'y en ait qu'un ou deux par département. De même pour les sous-préfectures devenues inutiles suite à la mise en ligne des services.

**11ème intervention** - Organisation des services publics : certains sont supprimés mais peut-être qu'il faudrait voir s'il y en a un peu trop et penser à l'avance à regrouper des services administratifs dans un même point de la commune. Est-ce une personne qui doit répondre à tous ou une personne qui se déplace ? En tout cas, Il faut qu'un service puisse répondre à des demandes administratives.

**12ème intervention** - Il faut arriver à développer des pôles multiservices là où on supprime des guichets de Poste, de services administratifs, etc.

**13ème intervention** - Surprise de l'intervenant de tout vouloir supprimer alors que fraudes fiscales et fuites fiscales sont un manque à gagner. Notamment les grandes entreprises et les GAFAs ne payent que 2 à 3% de leurs bénéfices. Tous doivent participer au pot commun. Arrêtons de tout supprimer, les économies tirent vers le bas. Proposition de mettre plus de personnes aux impôts pour une meilleure gestion. Le CICE n'a pas servi à créer des emplois mais des dividendes distribués aux actionnaires.

**14ème intervention** - Il est évoqué le thème des « Class action » ou des actions de groupes c'est-à-dire porter plainte de façon collective pour avoir du poids contre des entreprises ou les gouvernements qui laissent fuir les ressources comme celles d'Amazon.

**15ème intervention** - Il faut s'interroger sur un débat entre nous, intercommunal, pourquoi on n'aurait pas une salle de sport potable pour accueillir nos enfants. Tout est lié avec le grand débat national ; l'Etat doit être plus présent dans les subventions communales. On doit se regrouper entre nous pour faire des demandes pour avoir des meilleures subventions. Il faut se regrouper pour avoir de meilleures infrastructures.

**16ème intervention** - Il y a une urgence absolue en matière d'écologie au niveau communal. Certains maires agissent pour l'autonomie énergétique et alimentaire de leur ville (ex. Grande Synthe, dans le Nord qui est en résilience et autonomie alimentaire). Ici, les champs meurent... D'où la proposition de chercher l'autonomie locale, de favoriser le covoiturage, le partage (ex. la tondeuse) pour cheminer vers la sobriété. L'Etat doit valoriser et aider les mairies pour poursuivre ces objectifs

**17ème intervention** - Il est évoqué le sujet de la biodiversité. La France est le 6ème pays de l'effondrement de la biodiversité. Une fois effondrée ce sera perdu à jamais. Remettre la priorité sur la biodiversité. En faire une cause nationale pour nos enfants et ne pas parler que de la dette.

**18ème intervention** - Il a été évoqué le thème de l'environnement avec une demande d'introduction des menus végétariens dans les cantines au niveau national.

**19ème intervention** – L'évasion fiscale est un discours officiel des ministres mais qui sonne faux. Graves problèmes auxquels nous sommes confrontés sont liés à l'explosion des inégalités qui contribuent au dérèglement climatique et ... le plus grave auquel nous allons être confrontés est que nos enfants, petits-enfants vont se retourner contre les parents avec des grèves scolaires comme exemple la petite suédoise, une grève est prévue le 25 mars. Les jeunes de moins de 25 vont découvrir des conséquences catastrophiques pour leur vie future dues au réchauffement climatique ans, ils vont se demander s'ils vont vouloir faire des enfants. Projet de loi PACTE plan d'action sur la croissance et la transformation des entreprises, nos élus avec notre complicité nous bassinent pour la croissance. Que ceux qui ont conscience de la gravité de la situation viennent nous rejoindre.

**20ème intervention** - Côté budget de l'Etat, les dépenses militaires sont trop élevées. Ex. les dépenses pour le Mali qui sont inutiles. On ne peut demander aux citoyens de payer des impôts, de payer la CSG... pour faire quoi ? Il faut une meilleure gestion du budget de l'Etat dans ce domaine où on dilapide.

**21ème intervention** - L'Etat a une vraie responsabilité sur la transition écologique. Concernant la résilience (en local et non national) on n'en parle pas assez. Le problème est de se nourrir et de pouvoir le faire correctement. L'Etat ne devrait pas dire qu'il n'y a pas de problème et devrait prendre conscience du problème du réchauffement climatique. Bientôt, nous ne pourrons plus nous nourrir ; problème de pouvoir mettre quelque chose dans l'assiette de son enfant. Les maires ont une responsabilité car des terrains agricoles sont à préserver. L'Association évoquée : Vert demain.

**22ème intervention** - Il a été évoqué le problème des transports par avion : Quels sont ceux qui ont pris l'avion uniquement pour les loisirs ? La consommation de kérozène par jour est énorme uniquement pour les loisirs. Il est proposé de taxer le kérozène, créant ainsi une hausse du prix du billet d'avion. Il est constaté que ce n'est pas normal que l'on paye plus cher un aller en train Lyon-Paris alors que l'on peut aller à New-York pour une centaine d'euros.

**23ème intervention** - L'aviation civile participe à hauteur de 3%. Des bateaux énormes traversent les océans pour le transport maritime, pour le commerce ce qui équivaut à la consommation de millions de véhicules. On nous reproche de conduire des voitures polluantes mais regardons au plus large.

**24ème intervention** - Une personne dont les enfants habitent loin (Norvège) assume de prendre l'avion. Les gens voyagent beaucoup aujourd'hui. Si les prix étaient plus chers, il lui serait impossible de voyager vers ses enfants.

**25ème intervention** - Pollution et les transports : la production de vêtements est celle qui pollue le plus. Des vêtements avec moins de pétrole ce serait mieux. Il faudrait limiter nos achats et acheter autrement. Des solutions techniques sur les moteurs sont déjà connues pour réduire la consommation du gasoil. Donc l'Etat cède au lobbying pétrolier et il ne met pas en place des solutions alternatives déjà reconnues.

**26ème intervention** - Il est spécifié que les voitures qui consomment si peu ne sont que des voitures une place, ce qui ne correspond pas à la demande du citoyen. Nos choix sont biaisés car il n'y a aucune taxe sur le kérozène. Si on arrivait à mettre en place la même taxe sur toutes les énergies, alors chaque citoyen pourrait faire son choix en toute conscience et connaissance. Il est ajouté que 1% des français possèdent ¼ des richesses nationales. Il est proposé de les faire contribuer à l'effort national. Il est spécifié que les députés sont nécessaires, il faut exercer son pouvoir de citoyen et aller les voir. Il faudrait que 20% des élus soient tirés au sort pour avoir des gens qui s'investissent selon leur cœur et non pour leur intérêt personnel. Cela permettrait une meilleure représentation de la population.

**27ème intervention** - Attention au thème des finances publiques, Il faut regarder les bonnes masses : 14% de dépenses sont celles des collectivités territoriales, pourquoi ne pas supprimer des députés, sénat et autres ? Il y a peut-être un peu trop de fonctionnaires mais pas ceux des guichets, dans l'éducation nationale il y a 4 fonctionnaires pour un intermédiaire administratif inutile. Il faut bien regarder les masses, il faut réduire la prise en charge des anciens présidents, mais il faut faire attention à ne pas tomber dans la démagogie.

**28ème intervention** - Un habitant parle de dépenses sociales qui peuvent apporter une meilleure santé aux Français : il faudrait associer à chaque dépense ce qu'elle rapporte (également pour l'écologie), car il y a des gains potentiels. De même pour les transports, les batteries, il faudrait avoir les vrais coûts pour avoir une bonne vision des solutions à apporter et fixer des priorités.

**29ème intervention** – Un intervenant revient sur les GAFAs et la taxation des entreprises et l'évasion fiscale mais il faudrait une législation avec nos voisins européens. Il faudrait une Europe unie au niveau fiscal. Sinon les entreprises peuvent être délocalisées. Il faut renforcer l'union européenne et ramener les industries en Europe. On doit faire des choix sur nos façons de consommer afin de choisir des entreprises vertes mais attention aux conséquences sur les pertes d'emplois qui peuvent tous nous toucher. On devrait faire d'abord une analyse sur nos façons d'acheter et ne pas responsabiliser uniquement l'Etat. La société contribue aux inégalités de façon consciente ou inconsciente.

**30ème intervention** - Il est abordé le thème de la citoyenneté avec la prise de conscience des citoyens que la parole est importante. Il ne suffit pas de critiquer les politiques. On a besoin de savoir et d'avoir les sources de ce que nous disons ou entendons. Il est proposé que dans le cadre de l'éducation nationale, les jeunes soient formés à la prise de parole, en développant la capacité de comprendre. De plus, chaque citoyen doit être très clair et détailler ses propos car il est responsable de sa parole.

**31ème intervention** - Les médias français ne sont pas libres et ils appartiennent aux grands patrons qui sont les amis des politiques. Il y a une différence entre l'information et les commentaires d'une action. C'est donc à nous citoyens de nous informer par le biais de presse indépendante. Les journalistes donnent leur avis au lieu de donner une information neutre. En fonction du pouvoir politique les informations peuvent être modifiées. Les médias sont de connivence avec la politique qu'elle soit de gauche ou de droite. Qu'est-ce que l'Etat pourrait faire : l'Etat ne devrait pas dicter aux journalistes ce qu'il doit publier. On devrait être éduqué à apprendre à discerner le vrai du faux dans la lecture des médias.

**32ème intervention** - A propos de la citoyenneté, il est choquant de constater l'absentéisme à toutes les élections. Solution : rendre le vote obligatoire, mais avec la reconnaissance du vote blanc. Si ce dernier est majoritaire, il faut refaire l'élection avec d'autres candidats.

**33ème intervention** - Le vote devrait être obligatoire et le vote blanc devrait compter. Si aucune issue n'est trouvée, il faut changer les candidats. Est évoqué l'exemple de la Grèce antique où les représentants du peuple étaient tirés au sort. On se sentirait plus concernés et nous prendrions part à la vie politique. La politique devrait être un service et non un métier. Si on devient tous représentant du peuple, il y aurait une prise de conscience et on varierait les représentants : on éviterait le cumul des mandats. Il est donné l'exemple du juré désigné dans une cour d'assise. Il y aurait une représentation de tous les français, de tous les corps de métiers, de toute tendance politique.

**34ème intervention** - Il est remarqué que l'on peut se féliciter de vivre en démocratie, contrairement à la Chine et l'union soviétique. Par contre, il est à noter également que, dans de grandes démocraties, n'arrivent à se faire élire que ceux qui arrivent à collecter des masses de capitaux comme aux Etats-Unis. Il est spécifié que l'on n'est pas véritablement en démocratie car le citoyen n'est pas en pouvoir de voter sur les lois mais qu'il ne désigne que des représentants. L'intervenant est étonné que le président intervienne en personne sur tous les sujets comme par exemple celui des femmes isolées qui ne perçoivent pas leur pension alimentaire. Les députés ne font que se référer aux dires du président de la République. Ils n'ont pas leurs propres avis ou opinions. On ne peut pas être candidat si on n'est pas adoubé par un élu qui cumule les mandats en politique.

**35ème intervention** - Les pensions alimentaires peuvent faire l'objet de retenues sur salaire mais ce service semble de plus en plus grippé. Le vote obligatoire est appliqué en Belgique mais présente de grosses difficultés pour récupérer les amendes. Vote RIC : en Suisse il y a des votations tous les dimanches, sur tous les sujets, dont le mitage urbain, ce vote est très important et a été très controversé. Le vote est très compliqué et dépend de beaucoup de choses. Beaucoup de sociétés françaises ont leur siège au Pays Bas car le système administratif est beaucoup plus simple.

**36ème intervention** - Sujet Santé et Education : on ne fait que peu cas des humains. Le système éducatif est de plus en plus privatisé et monétisé. Comment arrêter ce système pour former de vrais citoyens éclairés ? Les acteurs de terrain sont sous les ordres de bureaux centralisés et descendants qui éloignent la compétence d'instruction et d'éducation du niveau local.

**37ème intervention** – Concernant le nombre de mandats, il faut aux élus 3 ou 4 ans pour qu'ils comprennent le système. Sur la dépense publique : les taux de prélèvement obligatoire augmentent plus que la production nationale. On choisit toujours d'acheter le produit moins cher et qui vient d'ailleurs. On achète 70 milliards de plus que ce qu'on vend. Mais les salaires de la Suisse sont plus élevés qu'en France d'où la fuite vers la Suisse car la législation est plus facile. En France, il y a un manque de réponses parce que les textes législatifs sont devenus trop complexes. En Suisse c'est beaucoup plus simple : quand on sort de la législation on est rattrapés ce qui n'est pas le cas en France. Trop d'administratif, trop de régimes et trop de normes, il faut simplifier la législation. Concernant la fraude fiscale : Amazon ne fraude pas mais utilise finement les règles des pays avec lesquels ils collaborent.

**38ème intervention** - Il est proposé que le vote blanc soit reconnu pour favoriser le vote de tous et notamment des jeunes. Par contre il est spécifié de ne pas rendre obligatoire le vote. Sur le thème de l'écologie, il est demandé que l'Etat fasse appliquer les interdictions européennes comme celles sur le glyphosate et les perturbateurs endocriniens. Que l'Etat reprenne son rôle d'Etat. Par exemple, avec le prélèvement à source, l'Etat se dédouane de son rôle en le faisant supporter aux entreprises. Cela va permettre à l'Etat de justifier des suppressions de postes. Il est posé la question de savoir pourquoi l'Etat ne met pas en place des logiciels, comme nos voisins européens, qui permet de couvrir 98% des cas.

**39ème intervention** - Complexité au niveau des entreprises et des particuliers sur la loi française. Les petites économies qui sont énormes peuvent, par exemple, se porter sur la fraude fiscale (20 milliards). Pour les donations, le délai de 15 ans doit être réduit à 10 ans. 41% des ménages ne paient pas d'impôt sur le revenu. Mais il faudrait une meilleure progressivité avec des tranches très basses. Il est proposé la mise en place d'un impôt pour tous quel que soit le niveau de revenu, mais très bas, 1%.

**40ème intervention** - Concernant les référendums suisses, ils ont permis de faire payer les poids lourds en transit sur le territoire. Il faudrait faire la même chose avec des systèmes de vignettes pour les camions qui passent en France.

**41ème intervention** - En France on choisit d'acheter une climatisation pour palier au réchauffement climatique. En Suisse, on n'utilise pas la climatisation. On devrait interdire la climatisation en France ou la contrôler.

**42ème intervention** - Il est abordé la question du handicap et de la société inclusive. Il est souhaité qu'une réflexion des politiques soit mise en place pour l'inclusion des personnes handicapées. La solution proposée particulièrement pour les personnes atteintes de troubles cognitifs est de supprimer les charges sociales pour qu'ils puissent intégrer un emploi dans le système privé au lieu d'être en foyer. Il est spécifié qu'il est souhaitable que ces personnes puissent intégrer le milieu professionnel privé et la formation avec des emplois adaptés plutôt que d'être dans des ESAT. Il faut réfléchir au modèle de société que nous voulons créer.

**43ème intervention** - L'ESAT ne doit pas être supprimé car c'est un moyen de socialisation pour les personnes en situation de handicap.

**44ème intervention** - Les problèmes évoqués aujourd'hui tiennent pour une grande part aux problématiques des lobbys. Il faudrait trouver le moyen de faire cesser l'imbrication de l'économie et de la politique. Il faudrait brider les réseaux d'influence économique Car on ne peut pas faire de politique sans profiter de l'influence des entreprises.

**45ème intervention** - La complexité ne vient pas que des lobbys. Le plus important vient de notre responsabilité lorsque nous choisissons d'acheter des produits qui viennent d'Asie.

**46ème intervention** - Il est spécifié qu'il manque, lors de ce grand débat, la présence de jeunes or la priorité est de les favoriser. Il est proposé d'imposer 30% de jeunes parmi nos élus pour réfléchir sur les problématiques du futur.

**47ème intervention** - Les jeunes ne pensent pas forcément à s'informer. A la rentrée 2019, les jeunes vont être formés au numérique mais avec des enseignants qui ne seront pas encore formés. Il y a un décalage entre les décisions prises et les formations des enseignants. De plus, c'est très compliqué d'avoir des formations qui permettent de suivre les programmes.

**48ème intervention** – Il est fait une demande au Président de la République pour qu'il considère davantage les corps sociaux : syndicats, élus, certains députés, associations des familles, qui connaissent bien les problèmes de la base.

**49ème intervention** – Agée de 18 ans, cette intervenante souhaite parler d'écologie. Les interventions ont souvent évoqué les enfants et les personnes de demain. Il existe un marché d'émission des CO<sup>2</sup> à respecter. Les entreprises pourraient revendre leurs émissions de CO<sup>2</sup> à d'autres entreprises. Afin d'inciter les entreprises dans une production plus écologiques, il faudrait

créer un bonus. En tant que jeune, on achète tout ce qui est moins cher et si l'Etat aidait les entreprises qui jouent le jeu, on pourrait acheter plus écologique.

**50ème intervention** - Il est ajouté que l'obligation de 30 % de jeunes parmi les élus est une excellente idée, cela permet de changer réellement les choses. Comme cela l'a été pour les 50% de femmes. Il faut faire des choses simples pour pouvoir avancer. Il faut éviter de complexifier notre fonctionnement pour arriver à faire évoluer les choses.

**51ème intervention** - En France, c'est le maire qui a l'autorité pour attribuer les permis de construire. Sur la métropole il est assisté mais dans les zones rurales il n'est pas forcément assisté ce qui conduit à des dérives ; il est nécessaire d'encadrer les maires à l'échelon intercommunal.